

Με Έλληνες, μια Ευρώπη που αλλάζει¹

Le 7 juillet dernier, deux jours après le référendum grec et la victoire du Non à l'application du programme d'austérité exigé par l'Eurogroupe et la troïka, le gouvernement Valls a réclamé un débat parlementaire sans vote sur la Grèce. À l'occasion du référendum, comme de ce débat parlementaire, la Commission économique du PCF et le groupe GDR de l'Assemblée nationale ont conjointement rappelé que face aux échecs constatés des politiques austéritaires de la Troïka et de l'Eurogroupe, il y avait urgence à orienter le débat sur la Grèce vers un débat de propositions nouvelles. Plutôt qu'opposer les peuples européens entre eux et de continuer d'asservir et humilier le peuple grec, il y a effectivement nécessité à travailler à des propositions visant à résoudre la question de la dette odieuse par sa restructuration mais surtout visant à construire les modalités d'un financement de l'économie grecque assurant le développement des capacités humaines par une nouvelle efficacité sociale du capital. C'est l'objet des déclarations et discours prononcés que nous publions ici.

Conférence de presse du mercredi 8 juillet 2015 à l'Assemblée nationale. Déclaration commune.



Contre l'austérité en Grèce et ailleurs **Un Fonds européen pour les services publics et un crédit des banques au service de l'emploi**

La Grèce veut rester dans l'euro, sortir de l'austérité. Elle en appelle à la solidarité des autres pays et peuples d'Europe face à la crise humanitaire que son peuple vit. C'est ce qui a été exprimé avec force par le référendum dimanche.

En réalité, sortir de l'austérité est un besoin commun à tous les peuples d'Europe, pas seulement ceux des pays du Sud mais aussi la France et même l'Allemagne. En acceptant de renégocier avec la Grèce sans l'exclure de la zone euro, les responsables politiques actuels de l'Europe confirment à leur façon que nous sommes tous interdépendants. Au-delà, les pays d'Europe ne peuvent s'en sortir les uns au détriment des autres avec une guerre économique renforcée. Une solidarité de progrès et de coopération est nécessaire.

Désormais, c'est un débat de propositions qui s'ouvre. Certains continuent de parler de *Grexit*, mais on reconnaît la nécessité d'un traitement au fond, soutenable,

de la dette et de la croissance grecque impliquant la responsabilité de toutes les parties prenantes, comme vient enfin de le reconnaître François Hollande. En effet, le cas grec est révélateur du besoin de commencer à changer l'Union européenne et la zone euro.

« *Grexit or not grexit* » ? Le débat fait remonter un clivage gauche-droite. Nous ne voulons pas que la Grèce sorte de l'euro. Comme les Grecs, nous voulons aussi qu'elle s'arrache à l'austérité. C'est le sens de nos propositions, lesquelles permettraient de donner de la viabilité à moyen terme à l'ensemble de la zone euro et de l'Union européenne en faisant reculer l'emprise des marchés financiers.

Plusieurs constats s'imposent en effet.

- D'abord, l'austérité cela ne marche pas. Le recul de la croissance faisant diminuer les recettes publiques encore plus vite que les dépenses augmente ainsi le poids de la dette dans le PIB.

(1) Avec les Grecs, changer l'Europe

- Deuxième constat : l'austérité démolit encore plus le potentiel de croissance future et de développement. Car celui-ci repose sur les capacités et qualifications des hommes et des femmes, sur des services publics dynamiques (formation, recherche, santé, logement, transports...), sur des infrastructures de bonne qualité et sur des entreprises qui, en réalisant des investissements efficaces matériels et de recherche, créent en quantité des emplois de qualité correctement rémunérés et respectent l'environnement.

- Troisième constat : il est indispensable d'alléger le poids de la dette ainsi que les prélèvements des marchés financiers et du capital sur les économies européennes (intérêts des dettes, coûts des emprunts bancaires, dividendes, évasions et exonérations fiscales). Ils sont énormes. Au lieu de l'obsession idéologique de la baisse du coût du travail, il appartiendrait à des dirigeants vraiment responsables de faire reculer ces coûts du capital!

- Mais, quatrième constat, alléger le poids de la dette sans changer le comportement quasi-parasitaire des banques ni agir sur les entreprises c'est reculer pour mieux sauter. Il faut donc traiter le passé (la dette) et l'avenir (les nouvelles dépenses) dans toute l'Union européenne, et pas seulement en Grèce, en s'appuyant sur nos potentiels communs pour les développer.

Précisément, le 22 janvier dernier, la BCE a annoncé mettre 1 140 milliards d'euros à disposition de la zone euro. En octobre dernier, elle avait lancé une série d'opérations de refinancement à long terme « ciblées » sur les investissements des entreprises, pouvant aller jusqu'à 1 000 milliards d'euros. Cet argent est celui de tous les Européens. Au lieu d'alimenter, comme aujourd'hui, les marchés financiers et la spéculation, il doit servir des buts de progrès économique et social.

Faute d'être fortement conditionnés par des objectifs chiffrés de développement des services publics et de l'emploi, les programmes de la BCE relanceront en fait l'inflation des marchés financiers et les délocalisations contre l'emploi et la croissance réelle.

Avec cet argent, il faut bien sûr restructurer la dette publique, l'annuler pour partie et alléger radicalement son coût. La BCE peut la racheter, y compris celle détenue par le FMI, mais sans conditionner son rachat à l'adoption de plans d'austérité par les pays émetteurs. Ceci est indispensable pour la Grèce comme pour les autres pays d'Europe. Par exemple, en France, peut-on accepter que les seuls intérêts de la dette de l'ensemble des administrations publiques (47,5 milliards d'euros) soient l'équivalent du budget annuel de l'éducation nationale? Traiter ainsi la dette apporterait une indispensable bouffée d'oxygène aux peuples d'Europe.

Mais il faut aussi s'occuper de l'avenir et des dépenses nouvelles. Il faut une réorientation efficace, sinon c'est la rechute dès demain. Cela nécessite de développer les services publics et d'inciter les entreprises à engager des investissements massifs mais efficaces, c'est à dire économes en moyens naturels, matériels, financiers et créateurs de valeur ajoutée accrue disponible pour la promotion de toutes les populations et tous les territoires.

L'argent des Européens – l'euro – doit aller aux services publics et à l'emploi! Pour cela quatre choses sont indispensables : un nouveau mécanisme précis immédiat pour les services publics ; une action ferme sur les banques

pour qu'elles appuient l'investissement efficace créateur d'emplois au lieu de la spéculation et des délocalisations ; une vraie régulation financière ; la lutte contre le *dumping* fiscal et l'évasion au sein même de l'Europe.

C'est l'intérêt commun de tous les Européens, face à la déflation et face au déchirement humain et social qui nourrissent l'extrême droite.

Des voix s'élèvent en ce sens : la dernière déclaration de la confédération européenne des syndicats (CES), la récente déclaration du DGB allemand et de son président qui réclament une poursuite de la négociation contre le Grexit. En France, au-delà des organisations syndicales et politiques, plusieurs économistes parlent de plan d'investissement, voire de plan Marshall – de Robert Salais, Gabriel Colletis, Jean-Philippe Robé jusqu'à Thomas Piketty en passant par les « *Économistes atterrés* ».

Il s'agit pour nous de soutenir et de transformer à la fois la demande et l'offre en Europe, tout autrement que par les marchés financiers. C'est-à-dire par la création monétaire.

Il est du rôle de la France, en Europe et dans le monde, de mettre en discussion des propositions alternatives viables, hardies, réalistes et efficaces.

1. Bien sûr, **il faut une conférence de la dette** permettant une restructuration et des annulations partielles.

2. **Dans le cadre de cette conférence, créer un Fonds européen de développement social et solidaire pour les services publics** (école, recherche, santé, logement...) comme nous le proposons avec nos camarades et amis du Parti de la gauche européenne. Agissant de façon démocratique et financé par la BCE, ce Fonds financerait lui-même les dépenses des États européens pour développer les services publics à très bas taux. Ce financement est autorisé par le traité de Lisbonne (article 123.2) qui interdit en revanche le financement direct des États par la BCE (article 123.1).

3. **La BCE doit conditionner vraiment et autrement ses prêts aux banques.** Il faut que les banques et les entreprises changent radicalement de comportement. Au lieu de leur prêter ses euros « à guichets ouverts » et sans conditions, la BCE a le pouvoir de conditionner son refinancement des banques à taux zéro à des crédits pour des investissements qui développent l'emploi, les recherches, les salaires, les conditions sociales. Elle a le pouvoir de refuser de financer la spéculation ou les délocalisations. Bref de baisser le coût du capital et non le coût du travail, pour permettre des dépenses d'efficacité nouvelle des entreprises.

4. Nous proposons la mise en place, impliquant notamment la Banque européenne d'investissements, **d'un programme de soutien sélectif aux investissements des entreprises de la zone euro en faveur de l'emploi et de dissuasion de la spéculation.** La sélectivité serait assurée moyennant un abaissement du taux d'intérêt des crédits pour ces investissements selon qu'ils programmeraient plus d'emplois et de formations correctement rémunérés et de progrès écologiques. Seuls les crédits finançant ces investissements bénéficieraient d'un accès aux refinancements à long terme ciblés de la BCE (*TLTRO*). À l'inverse, les crédits utilisés pour des placements financiers ou immobiliers ne seraient pas refinancés par la BCE. Avec 100 milliards d'euros de bonification, ce programme pourrait faire levier sur

1 000 milliards d'investissements matériels et de recherche dans la zone euro.

Au total, sur les 1 140 milliards d'euros du «*programme étendu d'achats de titres*» de la BCE, nous proposons que 500 milliards soient consacrés au financement de ce Fonds, 100 milliards à la distribution de garanties d'emprunts ou à des bonifications d'intérêts, 300 autres milliards étant réservés aux achats de titres publics les plus urgents.

Telles sont les quatre mesures que nous réclamons avec nos amis grecs de Syriza, et ceci pour l'ensemble des pays de la zone euro, voire de l'Union européenne.

La France, par la voix de son président, F. Hollande, doit ouvrir sur ces propositions une discussion à la table des négociations européenne d'ici samedi prochain. ■

André Chassaigne,

*Président du groupe des Démocrates
et Républicains de l'Assemblée nationale,*

Front de Gauche - PCF

Frédéric Boccara, Yves Dimicoli,

Denis Durand, Frédéric Rauch,

Commission économique du PCF